

Municipales 2026 : l'apport décisif des voix du RN à la droite

Politique

Par Suzanne Gorge

Publié le 25 mars 2026

Directrice générale adjointe de Terra Nova

L'analyse des résultats des élections municipales dans les villes de plus de 100 000 habitants de France métropolitaine a déclenché de vifs débats sur la pertinence des fusions entre les listes de gauche (PS, Verts, etc.) et les listes LFI. Parmi ceux qui ont vilipendé ces alliances d'entre-deux tours, certains ont mis en avant le fait qu'en dernière analyse, elles ont fait perdre la gauche en suscitant le rejet des électeurs. Les cas de Limoges, Toulouse, Brest ou Besançon sont ici régulièrement brandis comme pièces à conviction. Cette analyse se vérifie-t-elle dans les chiffres ?

Si l'effet attendu d'une fusion, c'est l'addition au second tour des voix recueillies par chacune des listes concernées au premier, alors, sous ce seul critère, l'exercice a plutôt bien fonctionné. Dans les villes où des fusions

ont été conclues entre socialistes, écologistes et insoumis, les électeurs ont, dans l'ensemble, suivi l'appel au rassemblement. Cette observation souffre naturellement quelques exceptions comme à Toulouse où la gauche unie recule nettement entre les deux tours (d'un potentiel de 53 % au premier tour à un résultat de 46 % au second), tandis que la droite progresse de manière spectaculaire, de 30 % à 54 %. Ce type de bascule suggère à la fois une remobilisation de l'électorat de droite et des transferts en provenance du centre, voire d'une partie du centre-gauche. Dans la ville rose, sur les 9 bureaux de vote qui ont porté le candidat PS en tête au 1^{er} tour, 3 ont basculé à droite au second tour...

En dehors du cas toulousain, les reports de voix s'effectuent cependant assez correctement. Les pertes entre les deux tours restent limitées, et la logique d'addition fonctionne. À Nantes, par exemple, l'union permet de consolider l'avance initiale, avec un gain de six points entre les deux tours (Johanna Rolland atteint 52 % au second tour, contre 35 % pour sa liste et 11 % pour celle de La France insoumise au premier tour). À Grenoble, après fusion des listes, l'écologiste Laurence Ruffin l'emporte avec 56 % des voix contre 26% au premier tour, notamment grâce au ralliement des électeurs d'Allan Brunon, candidat La France Insoumise arrivé troisième au premier tour avec 14.5%. À Lyon, Grégory Doucet l'emporte en bénéficiant pleinement des reports de voix de La France insoumise, avec une progression d'environ trois points entre les deux tours, au-delà de la simple logique d'addition des scores du premier tour. À Tours, l'écologiste Emmanuel Denis l'emporte avec 47% des voix, à la faveur de la fusion avec La France Insoumise, avec un gain d'environ deux points entre les deux tours par rapport au score cumulé de leurs composantes au premier tour (34% pour la liste d'Emmanuel Denis et 11% pour la liste LFI). Ces résultats montrent également que l'électorat qui a voté au premier tour pour les listes de gauche emmenées par un candidat socialiste n'ont majoritairement pas été rebutés par l'alliance avec LFI ni

reporté leur voix sur un autre candidat, du centre ou de la droite, au second tour.

Les fusions peuvent donc produire les effets attendus. Encore faut-il bien sûr que le partenaire franchisse la barre des 10% et soit en situation de se maintenir au second tour : dans de nombreuses grandes villes, notamment parce que La France insoumise ne franchit pas le seuil des 10 %, la question de la fusion ne s'est même pas posée : les électeurs insoumis n'ont alors eu d'autre choix, au second tour, que de voter pour la force de gauche qui était en situation de se maintenir, ou alors de s'abstenir. Ce fut le cas à Bordeaux, Angers, Orléans, Dijon, Le Mans, Nice, Le Havre, Mulhouse, Annecy, Reims, Toulon, Nîmes, Aix-en-Provence... Les commentaires sur le défi que représente LFI pour la gauche laissent de côté ces situations finalement nombreuses où la question pratique de la fusion ne s'est même pas posée.

Il faut en outre souligner que, dans la majorité des cas où les listes LFI sont en situation de se maintenir dans ces grandes villes, elles enregistrent des scores relativement faibles (la médiane est à 11%, soit 1 point au-dessus du seuil de qualification...)^①, à quelques exceptions notables près – Lille, Toulouse, Limoges, Argenteuil ou, bien sûr, Saint-Denis, la seule ville de plus de 100 000 habitants^② où LFI est en situation de leadership et gagne au premier tour. Leur capacité à obtenir des sièges au Conseil municipal dépend donc entièrement de dynamiques d'alliance qu'elles ne maîtrisent pas.

L'addition des voix recueillies par chacun des partenaires de la fusion est pourtant loin de suffire au succès. Le phénomène le plus marquant de ce scrutin, dans les villes où il y a eu fusion, ne réside pas dans le comportement des électeurs de gauche qui ont, dans l'ensemble, suivi l'appel au rassemblement, **mais dans le comportement des électeurs d'extrême droite**. Dans plusieurs villes, un même schéma se répète en effet : le Rassemblement national se maintient au second tour, mais son score recule sensiblement, de 5 à 8 points, au bénéfice direct

des listes de droite ou d'union des droites. À Clermont-Ferrand, cette dynamique permet même une bascule politique, le recul du RN profitant au candidat LR (-8 pts de vote RN entre le 1^{er} et le 2^e tour). À Brest (-7 pts) et à Limoges (-5 pts), des transferts comparables alimentent la progression de candidats divers droite.

Ce mouvement décisif marque une inflexion par rapport à la mécanique électorale qui prévalait depuis plusieurs décennies. Longtemps, la présence de l'extrême droite au second tour aura affaibli mécaniquement la droite républicaine en divisant son électorat. C'est beaucoup moins le cas aujourd'hui. A Clermont, Brest ou Limoges, les électeurs du RN ne font plus perdre la droite : au contraire, ils contribuent désormais à la faire gagner en se reportant en large partie sur ses listes. Cette porosité ne signifie pas nécessairement une alliance politique formalisée, mais elle produit les effets d'une « union des droites » de fait. Elle n'est bien sûr pas universelle – à Tours ou à Nîmes, le maintien du RN continue de diviser et de pénaliser la droite au second tour – mais elle est suffisamment forte et fréquente pour faire basculer plusieurs grandes villes lors de ce scrutin. En somme, la fusion avec LFI n'effarouche guère les électeurs de gauche, mais mobilise suffisamment ceux RN pour qu'ils se décident à « voter utile ».

À cette recomposition s'ajoute un troisième facteur, plus discret mais structurant : **la dynamique de mobilisation entre les deux tours**. Dans plusieurs villes clés, la participation augmente sensiblement lorsque l'enjeu d'alternance est perçu comme crédible, et cette hausse profite principalement à la droite. À Clermont-Ferrand, la participation progresse de 4 points entre les deux tours, et à Toulouse, de 6 points.

Ces différents éléments conduisent à nuancer le procès fait aux fusions des listes PS-Verts avec des listes LFI : si elles ont finalement conduit à l'échec de la gauche à Brest, Limoges ou Besançon, ce n'est pas parce que les électeurs de gauche ont boudé l'appel au rassemblement, mais parce que cet appel a

joué comme un levier supplémentaire de mobilisation et d'encouragement au « vote utile » dans le camp d'en face. Cet effet a pu se conjuguer avec diverses configurations locales – usure du pouvoir sortant, positionnement des candidats, répartition des postes en cas de victoire...

A celles et ceux qui cherchent à toutes forces des leçons nationales dans ce scrutin local et en particulier dans le destin de ces fusions, on pourrait suggérer une réflexion : l'union des droites n'est-elle pas déjà réalisée dans les esprits ? Ce qui s'est passé dimanche 22 mars dans les 4 ou 5 grandes villes concernées invite en effet à se demander si les dernières digues psychologiques qui séparaient encore l'électorat de la droite traditionnelle de celui du RN ne sont pas définitivement tombées. Face à la figure de repoussoir que représentent LFI et singulièrement son leader pour une large partie de l'électorat, les électeurs de l'extrême droite apparaissent en tout cas de plus en plus enclins à privilégier un vote en faveur de la droite lorsque l'enjeu est de faire barrage à cette gauche-là. Il y a là un paradoxe : la dynamique de LFI tend, dans certaines configurations, à accélérer et à consolider la convergence des électors de droite et d'extrême droite.

Notes

- ① La médiane n'inclut pas le score de LFI à Limoges au 1er tour car ils ont conclu une liste d'alliance dès le premier tour intégrant LFI, Les Écologistes et Génération.s.
- ② Les données utilisées sont issues du site de l'INSEE : Insee, RP2022 exploitation principale, géographie au 01/01/2025. La population de Roubaix est de 99 507 habitants, la ville n'est donc pas comptabilisée parmi les communes de plus de 100 000 habitants - [Dossier complet – Commune de Roubaix \(59512\) | Insee](#)